



Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Délibération AF n° 12/2009 du 1er octobre 2009

Objet: Délibération portant autorisation unique pour l'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des personnes qui sont débitrices, du fait de l'utilisation d'un véhicule, d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement (AF/MA/09/010).

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après LVP), en particulier les articles 31*bis* et 36*bis* ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2003 *fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée*, en particulier l'article 18 ;

Vu la demande de la Direction pour l'immatriculation des véhicules (DIV) du SPF Mobilité et Transports reçue le 31/08/2009;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Fedict en date du 16/09/2009;

Vu l'avis technique et juridique reçu le 24/09/2009;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 01/10/2009:

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. La Direction pour l'immatriculation des véhicules (DIV) souhaite obtenir une autorisation pour l'envoi des données d'identification des titulaires d'immatriculation de véhicules qui sont redevables d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement aux différents organismes visés par la loi du 22 février 1965 (Loi permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur).
2. Cette loi a été modifiée par la loi du 22 décembre 2008¹ afin de permettre aux villes et communes, à leurs concessionnaires et aux régies autonomes communales de demander l'identité du titulaire du numéro de la marque d'immatriculation à la DIV, et ce conformément à la loi sur la protection de la vie privée.
3. Au vu du nombre important de destinataires de ce type de flux de données, le Comité a décidé d'adopter une délibération unique qui sera applicable à l'ensemble des entités visées par l'article 2 de la loi du 22 février 1965 (villes et communes, leurs concessionnaires privés, les régies autonomes communales).
4. Par conséquent, les villes et communes, leurs concessionnaires et les régies autonomes communales qui auront envoyé au Comité une déclaration d'engagement² écrite et signée aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter les conditions décrites dans la présente délibération, pourront recevoir les données d'identification des titulaires d'immatriculation de véhicules qui sont redevables d'une rétribution, taxes ou redevances de stationnement.
5. Le Comité procédera à la vérification préalable de la recevabilité de leur adhésion et les noms et adresses des responsables de traitement dont les engagements de conformité auront été considérés recevables par le Comité seront au fur et à mesure publiés sur le site web de la Commission de la Protection de la Vie Privée.

¹ Loi du 22 décembre 2008 portant des dispositions diverses, *M.B.*, 29 déc. 2008 (Titre 4, chapitre 2).

² Une déclaration d'engagement type est disponible sur demande auprès de la Commission de la protection de la vie privée : [commission\(at\)privacycommission.be](mailto:commission(at)privacycommission.be)

II. CONTEXTE DE LA DEMANDE

6. La Commission de la protection de la vie privée et le Comité sectoriel pour l'autorité fédérale ont émis respectivement un avis d'initiative le 28 août 2003³ et une délibération le 7 février 2007⁴ qui portent sur l'accès aux données du répertoire de la DIV par les huissiers de justice pour le compte des sociétés privées gérant soit des parkings privés, soit ayant reçu en concession la gestion du stationnement payant sur la voie publique ou dans un parking public.
7. Dans ces avis/délibération, l'on avait exclu l'accès direct ou indirect au répertoire de la DIV par ces entreprises privées.
8. La Commission et le Comité avaient estimé que ces gestionnaires ne pouvaient se prévaloir de l'article 6 §2, 2 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules⁵ (qui autorise la communication de données d'identification « de la personne par laquelle sont dues les taxes ou les redevances liées à [...] l'utilisation d'un véhicule ») dès lors qu'il ne pouvait être question en leur chef de paiement d'une « taxe ou redevance ».
9. Pour ce qui concerne les gestionnaires privés de parking public, la Commission et le Comité avaient estimé qu'en l'absence d'une base légale spécifique permettant le transfert du pouvoir de perception des redevances, cela pouvait entraîner une disqualification de la notion de redevance et dès lors rendre impossible l'accès à la DIV pour le concessionnaire privé.
10. La modification législative de la loi du 22 février 1965 vise à pallier au problème soulevé par la Commission et le Comité.

III. EXAMEN DE LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE

11. En vertu de l'article 36bis de la LVP, « toute communication électronique de données personnelles par un service public fédéral ou par un organisme public avec personnalité juridique qui relève de l'autorité fédérale, exige une autorisation de principe [du Comité sectoriel compétent] »

³ Avis d'initiative 37/2003 relatif à l'accès au répertoire des véhicules de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service Public Fédéral Mobilité et Transports en vue de l'identification de la personne physique ou morale par laquelle sont dues des taxes ou des redevances en matière de stationnement de véhicules.

⁴ Délibération AF n° 02/2007 relative à la Demande de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice afin que ces derniers soient autorisés à accéder au répertoire des véhicules de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service Public Fédéral Mobilité et Transport en vue de l'identification des personnes physiques qui doivent des redevances en matière de stationnement des véhicules.

⁵ *M.B.*, 8 août 2001.

12. Au vu de l'objet de la demande de la Direction pour l'immatriculation des véhicules (DIV) le Comité sectoriel pour l'autorité fédérale est compétent.

IV. EXAMEN DU FOND LA DEMANDE

A. Responsables de traitement bénéficiaires de la présente autorisation

13. L'article 1^{er} § 4 de la LVP définit le « responsable de traitement » étant « la personne physique ou morale, l'association de fait ou l'administration publique qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel ».
14. Le deuxième paragraphe du même article stipule que « lorsque les finalités et les moyens du traitement sont déterminés par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, le responsable de traitement est la personne physique, la personne morale, l'association de fait ou l'administration publique désignée comme responsable du traitement par ou en vertu de cette loi, de ce décret ou de cette ordonnance ».
15. Selon le Comité, la loi du 22 février 1965 a créé un droit d'accès direct au répertoire de la DIV pour les régies autonomes communales et les concessionnaires privés des communes, et ceux-ci sont devenus par conséquent responsables de traitement et cela en vertu de cette loi.
16. Lorsque la commune conserve la compétence de gestion des parkings publics et plus particulièrement de la réclamation des redevances, c'est bien entendu celle-ci qui doit être considérée comme étant la responsable de traitement.
17. Par contre, lorsqu'une commune décide de créer une régie autonome communale dotée de la personnalité juridique pour l'exploitation des parkings publics ou fait un contrat de concession de service public avec un partenaire privé pour la gestion de ses parkings publics, et que ces entités sont chargées de l'encaissement des redevances, ce sont elles qui sont responsables de traitement, et cela en vertu de la loi du 22 février 1965.

B. Principe de légalité et de finalité

18. L'article 4 de la loi prévoit que les données à caractère personnel doivent être traitées loyalement et licitement mais également collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités,

compte tenu de tous les facteurs pertinents, notamment des prévisions raisonnables de l'intéressé et des dispositions légales et réglementaires.

19. Si la communication de données du répertoire de la DIV était déjà légalement autorisée au bénéfice des communes en application de l'article 6 §2, 2 de l'Arrêté royal relatif à l'immatriculation des véhicules, ce n'est que depuis l'adaptation législative du 22 décembre 2008 de la loi du 22 février 1965 que leurs concessionnaires privés, et les régies autonomes communales sont également légalement habilités à demander à la DIV l'identité du titulaire du numéro de la marque d'immatriculation qui est redevable d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement⁶.
20. Cette communication est légitimée par une loi et est donc une réutilisation compatible des données du répertoire de la DIV.
21. Il convient toutefois de n'utiliser les données obtenues que pour la finalité définie par la loi du 22 février 1965, à savoir l'encaissement d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement.
22. A cet égard, le Comité souhaite souligner que l'habilitation légale des sociétés privées ne s'applique que dans le cadre de la concession de la gestion du stationnement payant sur la voie publique ou dans un parking public. En aucun cas, une société privée pourrait accéder aux données du répertoire de la DIV pour la gestion de parkings privés.
23. Par conséquent, une société privée qui gère à la fois des parkings publics et des parkings privés ne pourra utiliser son accès au répertoire de DIV pour obtenir des données utiles pour la gestion de ses parkings privés, sans quoi il s'agirait d'un détournement de finalité et donc d'une violation de la loi du 8 décembre 1992 (LVP).
24. La société privée qui gère à la fois des parkings publics et des parkings privés devra être à même de justifier le fait que les demandes de données à la DIV concernent bel et bien la gestion d'un parking public.

C. Principe de proportionnalité

25. Le principe de proportionnalité implique notamment qu'il convient de choisir un moyen adéquat, nécessaire et le moins attentatoire à la vie privée pour atteindre l'objectif visé, ici le recouvrement des redevances de stationnement.

⁶ Voir l'article 2 de la Loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.

26. Lorsqu'il est possible d'éviter de se mettre dans une situation qui nécessite l'identification personnelle des utilisateurs n'ayant pas payé leurs redevances de parking, notamment en équipant les parkings de barrières ou d'autres systèmes qui empêchent les véhicules de quitter le parking sans paiement, il convient d'opter pour ces options⁷.
27. Lorsque l'identification des utilisateurs est nécessaire, il convient de n'obtenir auprès de la DIV que les données qui sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard de la finalité visée⁸, à savoir les données nominatives (nom, prénom) et adresse du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule redevable de redevance de stationnement.

D. Obligations supplémentaires dues au caractère sensible des données

28. Les données recueillies peuvent être considérées comme des données judiciaires⁹ au sens de la LVP dès qu'elles sont collectées ou traitées en vue d'être utilisées dans le cadre de recours en justice ou si elles peuvent mener à des sanctions administratives.
29. Le traitement de ces données peut être notamment mis en oeuvre par les personnes physiques ou morales pour autant que la gestion de leurs propres contentieux l'exige.
30. Il convient toutefois de respecter les conditions particulières relatives à ces traitements qui sont décrites à l'article 25 de l'Arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la LVP. En vertu de cet article, les responsables de traitement doivent désigner clairement les catégories de personnes ayant accès aux données avec une description précise de leur fonction. La liste des catégories de personnes doit être tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée. Par ailleurs, les responsables de traitement doivent veiller à ce que ces personnes désignées soient tenues par une obligation légale, statutaire ou contractuelle au caractère confidentiel de ces données.

E. Fréquence des communications de données du répertoire de la DIV et durée de la présente autorisation

31. La fréquence des communications de données ne peut être prédéterminée dans la mesure où elle dépend de la nécessité d'identifier une personne qui est en défaut de paiement.

⁷ Le Comité renvoie aux commentaires de l'avis d'initiative 37/2003 de la Commission, *op. cit.*, chap. II, (a), §6, ainsi qu'à la délibération AF n° 02/2007 du Comité, *op. cit.*, points 17-19.

⁸ Voir l'article 4 § 1, 3° de la LVP.

⁹ "Données relatives à des litiges soumis aux cours et tribunaux, [...], à des soupçons, des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté", article 8 LVP.

32. La communication des données est demandée pour une durée indéterminée. Le Comité accepte de délivrer l'autorisation pour une durée indéterminée aux communes, aux régions autonomes communales et aux sociétés privées ayant reçu en concession¹⁰ la gestion de parkings publics sous réserve qu'elles sont effectivement légalement chargées de l'encaissement des redevances de stationnement.
33. Toute déclaration de conformité adressée au Comité implique des lors déclaration sur l'honneur que l'entité désirant obtenir des données de la DIV en vertu de la présente délibération est effectivement chargée de l'encaissement des redevances de stationnement, que cela soit en vertu d'une loi, d'un règlement communal ou un contrat de concession.
34. Lorsqu'un bénéficiaire de l'autorisation n'est plus en charge de l'encaissement des redevances de stationnement, (par exemple, lorsqu'une commune met fin au contrat de concession), le bénéficiaire perd son droit de demander des données à la DIV en vertu de la présente délibération et il doit en avertir le Comité.
35. Tout bénéficiaire de l'autorisation devrait également accepter les possibilités de contrôle et inspection des services compétents (police, justice et Commission de la protection de la vie privée), se plier aux éventuelles recommandations ou aux éventuels retraits d'autorisation.

F. Durée de conservation des données

36. Les bénéficiaires de la présente autorisation devront supprimer les données dès qu'elles ne sont plus nécessaires et ne pourront en tout état de cause pas les conserver au-delà de la réception de la somme due.
37. Les responsables de traitement ne peuvent en effet pas conserver les données après le paiement de la redevance, par exemple, à des fins de constitution d'une base de données parallèle à celle de la DIV et que serait utilisée pour les éventuels besoins futurs (si un client se retrouve à nouveau redevable d'une redevance).

¹⁰ Que cela soit sur la base d'un règlement communal, d'un appel d'offre public, etc.

G. Principe de transparence

38. Le traitement des données doit être loyal et donc avoir lieu de façon transparente. L'obligation d'information au sens de l'article 9 de la LVP constitue une des pierres d'angle d'un traitement transparent.
39. L'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des titulaires d'immatriculation est une collecte indirecte de données¹¹ réalisée en vue de l'application de dispositions prescrites par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. En vertu de l'article 9, § 2, deuxième alinéa, b) de la LVP, une dispense de l'obligation d'information s'applique dans une telle situation. Cette dispense n'empêche cependant pas que le Comité puisse s'assurer de l'existence de garanties appropriées à l'égard de la protection des droits fondamentaux des personnes concernées.
40. Par ailleurs, l'exception d'information visée à l'article 9 § 2 de la LVP ne porte que sur les collectes indirectes de données légitimées par une loi. Le Comité souligne le fait qu'en relevant les plaques d'immatriculation, les responsables de traitement réalisent une collecte directe de données qui est pleinement soumise à l'obligation d'information.
41. Par conséquent, le Comité estime nécessaire que les personnes concernées soient clairement informées en toutes hypothèses, du nom du responsable du traitement, de la finalité du traitement, de l'origine des données collectées, ainsi que l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données les concernant (sur le site internet du responsable de traitement ainsi que sur les demandes de paiement).
42. Le secteur pourrait bien entendu décider d'harmoniser ses pratiques en ayant une politique de communication uniforme.

H. Destinataires et/ou tiers auxquels des données sont communiquées

43. Les données reçues de la DIV ne devront être traitées en interne que par les personnes qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions. Dans la commune, il s'agira du receveur communal qui a pour mission, en vertu de l'article 136 de la loi communale, de percevoir les recettes de la commune, seul et sous sa responsabilité. Pour ce qui concerne les régies communales et les sociétés privées, il conviendra d'identifier les personnes en charge de l'encaissement des redevances (par ex. le comptable spécial de la régie) et de ne permettre l'accès aux données

¹¹ En ce sens que les données ne sont pas collectées directement auprès de la personne concernée mais auprès d'un tiers, ici la DIV.

qu'à ces personnes (mesures techniques empêchant les autres travailleurs d'y avoir accès). Comme déjà souligné sous le point 30 de cet avis, les responsables de traitement devront tenir une liste des catégories de personnes ayant accès aux données à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

44. Le Comité renvoie aux exigences supplémentaires dues au caractère sensible des données (voir le point D de cette délibération).
45. Les données obtenues auprès de la DIV ne seront pas communiquées à des tiers (hormis la communication nécessaire réalisée dans le cadre d'une éventuelle poursuite en justice).

I. Principe de sécurité

46. Les communes, leurs concessionnaires et les régies autonomes communales qui souhaitent recevoir les données de la DIV devront mettre en place des mesures techniques et organisationnelles pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé de données à caractère personnel.
47. Ces entités devront remplir un formulaire d'évaluation¹² de leurs mesures de sécurité et devront adresser une copie de ce formulaire au Comité qui se réserve le droit d'apprécier les mesures mises en place.
48. Par ailleurs, la communication des données de la DIV devrait également être sécurisée. Pour le moment, la DIV prévoit de communiquer ses données par e-mail. Selon le Comité, l'utilisation d'un simple système e-mail comme mode de communication n'apporte pas assez de garantie quant à la sécurité technique des données transmises. Quel que soit le mode de communication prévu, il convient de mettre en place des garanties techniques et organisationnelles permettant de s'assurer de l'identité des correspondants¹³ ainsi que de préserver la confidentialité du contenu de l'information.
49. Si l'utilisation d'une plateforme électronique sécurisée pourrait être une solution plus adaptée à plus long terme, l'utilisation actuelle de l'e-mail pourrait être admise si toutefois elle était combinée à un système technique garantissant l'identité des parties ainsi que l'intégrité du contenu de l'information (par exemple, en utilisant un système de signature électronique).

¹² Disponible sur http://www.privacycommission.be/fr/static/pdf/fo-af/formulaire-d-valuation_af.pdf

¹³ Il faut que la DIV puisse s'assurer du fait que les données sont effectivement communiquées à une personne qui dépend d'une organisation bénéficiant d'une autorisation du Comité.

PAR CES MOTIFS,

Le Comité autorise, pour une durée indéterminée, toute commune, entreprise privée ayant reçu en concession la gestion de parkings publics ou régie communale en charge de la gestion de parkings publics qui adressera au Comité une déclaration d'engagement écrit et signé aux termes de laquelle ils s'engagent à d'adhérer aux conditions exposées dans la présente délibération, à recevoir les données d'identification des titulaires d'immatriculation de véhicule qui sont redevables d'une rétribution, taxes ou redevances de stationnement.

Résumé des conditions :

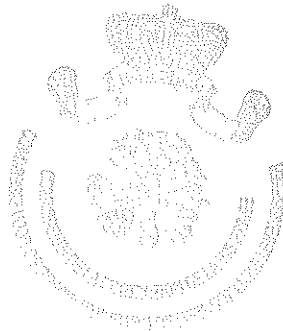
- Envoyer au Comité une déclaration¹⁴ écrite et signée d'adhésion aux conditions exposées dans la présente délibération, dont notamment :
 - o De respecter le principe de finalité, c'est-à-dire de n'utiliser les données obtenues que pour l'encaissement d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement et de ne pas utiliser les données pour la gestion de parkings privé (points 21 à 24) ;
 - o De ne traiter des données personnelles qu'en cas de nécessité et d'évaluer la possibilité d'installer un système pouvant prévenir les défauts de paiement (par ex., des barrières) (point 26);
 - o De n'obtenir auprès de la DIV que les noms, prénoms et adresses des titulaires d'immatriculation (point 27);
 - o De supprimer les données dès qu'elles ne sont plus nécessaires et en tout état de cause ne pas conserver les données au-delà de la réception de la somme due (points 36-37);
 - o D'informer clairement les utilisateurs (point 41);
 - o De ne permettre le traitement interne des données qu'aux personnes qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions, de désigner les catégories de personnes ayant accès aux données avec une description précise de leur fonction et de tenir la liste de ces catégories de personnes à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée (points 43 et 30);
 - o De préserver la confidentialité des données (notamment en ne permettant l'accès aux données qu'aux personnes soumises à une obligation légale, statutaire ou contractuelle de confidentialité) et de ne pas les communiquer à des tiers (hormis la

¹⁴ Une déclaration type est disponible sur demande auprès de la Commission de la protection de la vie privée : [commission\(at\)privacycommission.be](mailto:commission(at)privacycommission.be)

- communication nécessaire réalisée dans le cadre d'une éventuelle poursuite en justice) (points 45 et 30 in fine) ;
- De mettre en place des mesures techniques et organisationnelles de sécurité (points 46 à 49);
 - D'avertir le Comité si, après avoir bénéficié d'une autorisation, le bénéficiaire n'est plus en charge de l'encaissement des redevances de stationnement (point 34) ;
 - Tout bénéficiaire de l'autorisation devrait également accepter les possibilités de contrôle et d'inspection des services compétents (police, justice et Commission de la protection de la vie privée), se plier aux éventuelles recommandations ou aux éventuels retraits d'autorisation (point 35) ;
- Envoyer au Comité un formulaire rempli d'évaluation des mesures de sécurité mises en place¹⁵ ;
 - Pour les entités autres que les communes, envoyer en annexe la preuve justifiant le droit de percevoir des rétributions, taxes ou redevances de stationnement (contrat de concession, ...)

Pour l'Administrateur e.c.,

(sé) Patrick Van Wouwe



Le Président,

(sé) Willem Debeuckelaere

Pour copie certifiée conforme :

Patrick Van Wouwe,
Chef de section OMR 08.10.2009

¹⁵ Disponible sur http://www.privacycommission.be/fr/static/pdf/fo-af/formulaire-d--valuation_af.pdf



Sectoraal comité voor de Federale Overheid

Beraadslaging FO nr 12/2009 van 1 oktober 2009

Betreft: Beraadslaging houdende de eenmalige machtiging voor toegang tot het repertorium van de DIV voor de identificatie van personen die door het gebruik van een voertuig, parkeerretributie, -belasting of parkeergeld schuldig zijn (AF/MA/09/010)

Het Sectoraal comité voor de Federale Overheid;

Gelet op de wet van 8 december 1992 *tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens* (hierna WVP), inzonderheid de artikelen 31*bis* en 36*bis*;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2003 *tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer*, inzonderheid artikel 18;

Gelet op de aanvraag van de Directie Inschrijving Voertuigen (DIV) van de FOD Mobiliteit en Vervoer ontvangen op 31/08/2009;

Gelet op de aanvraag van het technisch en juridisch advies gericht aan de Federale Overheidsdienst Fedict op 16/09/2009;

Gelet op het technisch en juridisch advies ontvangen op 24/09/2009;

Gelet op het verslag van de Voorzitter;

Beslist op 1 oktober 2009, na beraadslaging, als volgt:

I. ONDERWERP VAN DE AANVRAAG

1. De Directie Inschrijving Voertuigen (DIV) wenst gemachtigd te worden voor de doorgifte van identificatiegegevens van de houders van een ingeschreven voertuig die retributie, belasting of parkeergeld schuldig zijn aan de verschillende instanties bedoeld in de wet van 22 februari 1965 (*Wet waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren*).
2. Die wet werd gewijzigd bij wet van 22 december 2008¹ waarbij aan steden en gemeenten hun concessiehouders en de autonome gemeentebedrijven, wordt toegestaan om - in overeenstemming met de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer - de identiteit van de houder van de nummerplaat op te vragen bij de DIV.
3. Gelet op het groot aantal ontvangers van dit soort gegevensstromen, besliste het Comité om een eenmalige beraadslaging goed te keuren die van toepassing is op alle entiteiten bedoeld in artikel 2 van de wet van 22 februari 1965 (steden en gemeenten, hun concessiehouders en de autonome gemeentebedrijven).
4. Bijgevolg kunnen de steden en gemeenten, hun concessiehouders, en de autonome gemeentebedrijven, die het Comité een geschreven en ondertekende verbintenisverklaring² bezorgen, waarin zij zich ertoe verbinden de voorwaarden, gesteld in voorliggende beraadslaging na te leven, de identificatiegegevens ontvangen van de houders van een nummerplaat die parkeerretibutie, parkeerbelasting of parkeergeld schuldig zijn.
5. Het Comité voert een voorafgaand onderzoek naar de ontvankelijkheid van hun verbintenisverklaring. Telkens het Comité hun verbintenisverklaring ontvankelijk acht, worden de namen en adressen van de verantwoordelijken voor de verwerking gepubliceerd op de website van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

II. CONTEXT VAN DE AANVRAAG

6. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid, brachten respectievelijk op 28 augustus 2003 een advies

¹ Wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen, BS, 29 december 2008 (titel 4, hoofdstuk 2).

² Een model van verbintenisverklaring is op aanvraag beschikbaar bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer: [commission\(at\)privacycommission.be](mailto:commission(at)privacycommission.be).

uit eigen beweging³ en op 7 februari 2007 een beraadslaging⁴ uit betreffende de toegang tot de gegevens van het DIV-repertoireum ten behoeve van de gerechtsdeurwaarders op vraag van privéondernemingen, die hetzij een private parking beheren hetzij het betalend parkeren op de openbare weg of een openbare parking in concessie kregen.

7. In beide beslissingen werd uitgesloten dat privébedrijven rechtstreeks of onrechtstreeks toegang krijgen tot het repertoireum van de DIV.
8. De Commissie en het Comité waren van oordeel dat deze beheerders zich niet konden beroepen op artikel 6, §2, 2 van het Koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen⁵ (dat toestemt in de van mededeling identificatiegegevens van "*de persoon die belastingen of retributie verschuldigd is inzake [...] het gebruik van een voertuig*") omdat er in hun hoofde geen sprake kan zijn van een betaling van enige "retributie of belasting".
9. Omdat er geen specifieke wettelijke basis bestaat die een bevoegdheidsoverdracht regelt waarmee de private beheerders van een openbare parking het recht krijgen om het verschuldigd bedrag te innen, waren de Commissie en het Comité van oordeel dat dit zou kunnen resulteren in een diskwalificatie van het begrip retributie waardoor de toegang tot de DIV voor de privéconcessionaris onmogelijk wordt.
10. De wetswijziging van de wet van 22 februari 1995 verhelpt het probleem dat de Commissie en het Comité aan de orde stelden.

III. ONDERZOEK VAN DE ONTVANKELIJKHEID VAN DE AANVRAAG

11. Krachtens artikel 36bis van de WVP "*vereist elke elektronische mededeling van persoonsgegevens door een federale overheidsdienst of door een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die onder de federale overheid ressorteert een principiële machtiging van dit sectoraal comité*"

³ Advies uit eigen beweging 37/2003 *betreffende de toegang tot het repertoireum van de voertuigen van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer voor de identificatie van de natuurlijke of rechtspersoon die belastingen of retributies verschuldigd is inzake het parkeren van voertuigen*

⁴ Aanbeveling FO 02/2007 *Aanvraag van de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders tot het verkrijgen van een machtiging om de gerechtsdeurwaarders toegang te verlenen tot het repertoireum van de voertuigen van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer voor de identificatie van de natuurlijke of rechtspersonen die retributies verschuldigd zijn voor het parkeren van voertuigen.*

⁵ B.S. 8 augustus 2001.

12. Gelet op het onderwerp van de aanvraag van de Directie Inschrijvingen Voertuigen (DIV) is het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid bevoegd.

IV. ONDERZOEK TE GRONDE VAN DE AANVRAAG

A. De verantwoordelijken voor de verwerking die recht hebben op deze machtiging

13. Artikel 1, §4 van de WVP bepaalt dat onder "*verantwoordelijke voor de verwerking*" de *natuurlijke persoon of de rechtspersoon, de feitelijke vereniging of het openbaar bestuur (wordt) verstaan die alleen of samen met anderen het doel en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens bepaalt*".
14. Het tweede lid van datzelfde artikel stipuleert dat "*Indien het doel en de middelen voor de verwerking door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie zijn bepaald, is de verantwoordelijke voor de verwerking de natuurlijke persoon, de rechtspersoon, de feitelijke vereniging of het openbaar bestuur die door of krachtens de wet, het decreet of de ordonnantie als de voor de verwerking verantwoordelijke wordt aangewezen*".
15. Volgens het Comité voerde de wet van 22 februari 1965 een rechtstreekse toegang in tot het repertorium van de DIV voor de autonome gemeentebedrijven en de gemeentelijke private concessionarissen. Dientengevolge krijgen zij krachtens deze wet het statuut van verantwoordelijke voor de verwerking.
16. Wanneer de gemeente het beheer van de openbare parkings behoudt en meer in het bijzonder de bevoegdheid om parkeergelden te innen, is het natuurlijk de gemeente zelf die beschouwd wordt als verantwoordelijke.
17. Als de gemeente echter beslist om voor de uitbating van openbare parkings een autonoom gemeentebedrijf met rechtspersoonlijkheid op te richten of om concessiecontract van openbaar nut aan te gaan met een privépartner die voor haar de openbare parkings beheert, en als die entiteiten belast worden met de inning van parkeergelden, zijn die entiteiten de verantwoordelijken voor de verwerking krachtens de wet van 22 februari 1965.

B. Het legaliteits- en finaliteitsbeginsel

18. Artikel 4 van de wet bepaalt dat persoonsgegevens eerlijk en rechtmatig moeten worden verwerkt en ook verkregen moeten worden voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en

gerechtvaardigde doeleinden en niet verder mogen worden verwerkt op een wijze die onverenigbaar is met deze doeleinden, waarbij rekening wordt gehouden met alle relevante factoren, met name de redelijke verwachtingen van de betrokkene en de wettelijke en reglementaire bepalingen.

19. Hoewel in toepassing van artikel 6, §2 van het koninklijk besluit *betreffende de inschrijving van voertuigen*, de gegevens van het repertorium van de DIV reeds mochten worden verstrekt aan de gemeenten, is het pas vanaf de wetwijziging van 22 december 2008 van de wet van 22 februari 1965 dat hun privé concessionarissen en de autonome gemeentebedrijven eveneens gemachtigd zijn om bij de DIV de identiteit op te vragen van de houder van een nummerplaat die parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld is verschuldigd⁶.
20. Deze mededeling wordt door een wet gerechtvaardigd en is dus een verenigbaar hergebruik van de gegevens van het repertorium van de DIV.
21. De gegevens mogen evenwel alleen worden verkregen voor het doeleinde dat werd bepaald in de wet van 22 februari 1965, nl. de inning van parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld.
22. Hier wenst het Comité te benadrukken dat de wettelijke bevoegdheid van de privéondernemingen slechts van toepassing is in het kader van het beheer van een in concessie gegeven betalend parkeren op de openbare weg of openbare parking. De privéondernemingen kunnen in geen geval toegang hebben tot de gegevens van het repertorium van de DIV voor het beheer van private parkings.
23. Bijgevolg kan een privéonderneming die zowel openbare als private parkings beheert, geen toegang hebben tot het DIV-repertorium om gegevens op te halen die nodig zijn voor het beheer van haar private parking. Anders zou dit leiden tot een omleiding van het doeleinde en dus een inbreuk zijn op de wet van 8 december 1992 (WVP).
24. De privéonderneming die zowel openbare als private parkings beheert, moet kunnen aantonen dat de gegevens die zij opvraagt bij de DIV, wel degelijk betrekking hebben op het beheer van een openbare parking.

⁶ Zie artikel 2 van de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren.

C. Het proportionaliteitsbeginsel

25. Het proportionaliteitsbeginsel brengt met name met zich mee dat moet worden geopteerd voor een gepast, noodzakelijk en het minst privacyintrusieve middel om het nagestreefde doeleinde te bereiken, hier de inning van parkeergelden.
26. Wanneer de persoonlijke identificatie van een gebruiker die geen parkeergeld betaalde kan worden vermeden, bijvoorbeeld door de parkings uit te rusten met slagbomen of andere systemen die kunnen verhinderen dat de voertuigen de parking verlaten zonder te betalen, dan moet voor deze mogelijkheid worden geopteerd⁷.
27. Wanneer de identificatie van de gebruiker noodzakelijk blijkt te zijn, kunnen bij de DIV enkel die gegevens worden opgevraagd die, uitgaande van het nagestreefde doeleinden, ter zake dienend, toereikend en niet overmatig zijn⁸, namelijk de nominatieve gegevens (naam, voornaam) en adres van de houder van de nummerplaat van het voertuig dat parkeergeld schuldig is.

D. Bijkomende verplichtingen bij het gebruik van gevoelige gegevens

28. De ingewonnen gegevens worden beschouwd als gerechtelijke gegevens⁹, zoals bedoeld in de WVP, als zij worden verzameld of verwerkt om gebruikt te worden om bij het gerecht een zaak in te leiden of wanneer zij kunnen leiden tot administratieve sancties.
29. De verwerking van die gegevens kan met name door de natuurlijke of rechtspersonen worden aangewend als dit vereist is voor het beheer van hun eigen geschillen.
30. Het is evenwel aangewezen de bijzondere voorwaarden te eerbiedigen die betrekking hebben op die verwerkingen en die vermeld staan in artikel 25 van het Koninklijk besluit van 13 februari 2001 houdende uitvoering van de WVP. Krachtens dit artikel moet de verantwoordelijke duidelijk de categorieën personen aanduiden die toegang hebben tot de gegevens en hun functie moet daarbij nauwkeurig worden omschreven. De lijst van de categorieën personen moet ter beschikking worden gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De verantwoordelijke moet er bovendien over

⁷ Het Comité verwijst naar de commentaren in het advies uit eigen beweging 37/2003 van de Commissie, o.c., Hoofdstuk II, (a), §6, en naar de beraadslaging FO 02/2007 van het Comité, o.c. punten 17-19.

⁸ Zie artikel 4, §1, 3° van de WVP.

⁹ "Gegevens inzake geschillen voorgelegd aan hoven en rechtbanken [...] inzake verdenkingen, vervolgingen of veroordelingen met betrekking tot misdrijven, of inzake administratieve sancties of veiligheidsmaatregelen" artikel 8 WVP.

waken dat die aangeduide personen gebonden zijn aan een wettelijke, statutaire of contractuele verplichting aangaande de vertrouwelijkheid van de gegevens.

E. Frequentie van de gegevensmededelingen uit het repertorium van de DIV en de duur van deze machtiging

31. De frequentie van de gegevensmededelingen kan niet vooraf worden bepaald omdat dit afhankelijk is van de noodzaak een persoon te identificeren die geen parkeergeld betaalde.
32. De mededeling van de gegevens wordt gevraagd voor onbepaalde duur. Het Comité gaat ermee akkoord een machtiging voor onbepaalde duur te verlenen aan de gemeenten, de autonome gemeentebedrijven en aan de privéondernemingen die het beheer van een openbare parking in concessie¹⁰ kregen, op voorwaarde dat zij daadwerkelijk wettelijk werden belast met de inning van parkeergeld.
33. Iedere conformiteitverklaring die aan het Comité wordt gericht, is bijgevolg een verklaring op eer dat de entiteit die, krachtens voorliggende beraadslaging de gegevens van de DIV wenst te verkrijgen, daadwerkelijk belast is met de inning van parkeergeld, ongeacht of dit krachtens een wet, gemeentelijk reglement of een concessiecontract is.
34. Wanneer de machtigingsgerechtigde niet langer is belast met de inning van parkeergeld (bijvoorbeeld omdat de gemeente een einde stelde aan het concessiecontract), verliest de gerechtigde zijn recht om, krachtens de voorliggende beraadslaging, gegevens op te vragen bij de DIV. Hij moet bovendien het Comité daarvan inlichten.
35. Iedere machtigingsgerechtigde zou eveneens de mogelijkheid moeten accepteren dat de bevoegde diensten controles en inspecties doorvoeren (politie, justitie en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer), en zich voegen naar mogelijke aanbevelingen of naar de intrekking van de machtiging

F. Bewaartermijn van de gegevens

36. De gerechtigden van onderhavige beraadslaging moeten de gegevens wissen zodra deze niet meer nodig zijn en mogen ze in ieder geval niet langer bewaren eens de verschuldigde som werd ontvangen.

¹⁰ Op basis van een gemeentelijk reglement of een openbare aanbesteding, etc.

37. De verantwoordelijke voor de verwerking mag inderdaad de gegevens niet bewaren nadat de schuld werd betaald, om bijvoorbeeld een aan de DIV parallele gegevensbank op te richten die gebruikt zou worden voor eventuele toekomstige behoeften (wanneer een klant opnieuw zijn parkeergeld niet betaalde).

G. Transparantiebeginsel

38. De verwerking van gegevens moet eerlijk gebeuren en moet dus transparant zijn. De informatieplicht, bedoeld in artikel 9 van de WVP is de hoeksteen van een transparante verwerking.
39. De toegang tot het DIV-repertorium met de bedoeling de houders van een nummerplaat te identificeren, is een onrechtstreekse verzameling van gegevens¹¹, die gebeurt in toepassing van bepalingen die werden vastgelegd door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie. Krachtens artikel 9, §2, 2^{de} lid, b) van de WVP is er in dergelijk geval een vrijstelling van informatieplicht. Die vrijstelling verhindert echter niet dat het Comité kan nagaan of er gepaste waarborgen werden ingebouwd om de fundamentele rechten van de betrokken personen te beschermen.
40. Bovendien heeft de uitzondering op de informatieplicht, bedoeld in artikel 9 §2 van de WVP, enkel betrekking op de door een wet gerechtvaardigde, onrechtstreekse inzameling van gegevens. Het Comité benadrukt het feit dat met de identificatie van de nummerplaten, de verantwoordelijken voor de verwerking een rechtstreekse inzameling van gegevens realiseren die volledig aan de informatieplicht onderworpen is.
41. Bijgevolg acht het Comité het noodzakelijk dat de betrokken personen in alle gevallen duidelijk worden geïnformeerd over de naam van de verantwoordelijke voor de verwerking, het doeleinde van de verwerking, de herkomst van de verzamelde gegevens en het bestaan van een recht op toegang tot en verbetering van de gegevens die hen betreffen (op de website van de verantwoordelijke voor de verwerking maar ook betreffende de verzoeken tot betaling).
42. De sector zou natuurlijk de manier van werken kunnen uniformiseren door éénzelfde communicatiebeleid te voeren.

¹¹ In die zin dat de gegevens niet rechtstreeks bij de betrokken persoon worden ingewonnen maar bij derden, hier de DIV.

H. Ontvangers en/of derden aan wie de gegevens worden meegedeeld

43. De ontvangen gegevens van de DIV mogen enkel intern worden verwerkt door de personen die ze bij de uitoefening van hun functie nodig hebben. Voor de gemeente is dit krachtens artikel 136 van de gemeentewet de gemeenteontvanger, die hiervoor alleen en onder zijn verantwoordelijkheid belast is met de opdracht de gemeenteontvangsten te innen. Voor de gemeentebedrijven en de privéondernemingen moeten de personen worden geïdentificeerd die belast worden met de inning van het parkeergeld (bijv. de speciaal aangestelde boekhouder van het gemeentebedrijf) waarbij de toegang tot de gegevens enkel voor die personen wordt toegestaan (technische maatregelen die de toegang verhinderen voor de andere werknemers). Zoals reeds in punt 30 van dit advies werd benadrukt, moeten de verantwoordelijken voor de verwerking een lijst ter beschikking van de Commissie houden waarop de categorieën personen die toegang hebben tot de gegevens vermeld staan.
44. Het Comité verwijst naar de bijkomende vereisten bij het gebruik van gevoelige gegevens (zie punt D van deze beraadslaging).
45. De gegevens die bij de DIV werden verkregen worden niet aan derden verstrekt (behalve de noodzakelijke mededeling in het kader van een eventuele gerechtelijke vervolging).

I. Veiligheidsbeginsel

46. De gemeenten, hun concessionarissen en de autonome gemeentebedrijven, die gegevens van de DIV willen ontvangen, moeten technische en organisatorische maatregelen treffen om de persoonsgegevens te beschermen tegen onopzettelijke of niet gemachtigde vernietiging, tegen onverwacht verlies en tegen wijziging, toegang en ieder andere, niet toegestane verwerking van de persoonsgegevens.
47. Deze entiteiten moeten hun veiligheidsmaatregelen vermelden op een evaluatieformulier¹² en een kopie van dat formulier sturen naar het Comité, dat het recht behoudt om de ingevoerde maatregelen te beoordelen.
48. Bovendien moet ook de mededeling van de DIV-gegevens beveiligd worden. Op dit ogenblik is de DIV van plan deze gegevens per e-mail te verstrekken. Volgens het Comité, biedt het gebruik van een eenvoudig e-mailsysteem als communicatiemiddel niet voldoende garanties voor de technische veiligheid van de verstrekte gegevens. Welk

¹² Beschikbaar op http://www.privacycommission.be/nl/static/pdf/fo-af/evaluatieformulier_fo.pdf

communicatiemiddel er ook wordt ingezet, er moeten technische en organisatorische maatregelen worden ingevoerd die zowel de identiteit van de correspondenten¹³ als de vertrouwelijkheid van de informatie-inhoud zeker stellen.

49. Hoewel een beveiligd, elektronische platform op lange termijn een meer aangepaste oplossing zou kunnen bieden, kan het huidige gebruik van een e-mailsysteem evenwel worden toegestaan wanneer dit zou worden gekoppeld aan een technisch systeem dat de identiteit van de partijen en de integriteit van de inhoud van de informatie kan garanderen (bijvoorbeeld door gebruik te maken van een elektronisch handtekeningssysteem).

OM DEZE REDENEN,

Het Comité machtigt voor onbepaalde duur, iedere gemeente en iedere privéonderneming die het beheer van een openbare parking in concessie kreeg of ieder autonoom gemeentebedrijf dat werd belast met het beheer van een openbare parking en die aan het Comité een geschreven en ondertekende verbintenisverklaring bezorgen, waarin zij instemmen met de voorwaarden in deze beraadslaging, om de identificatiegegevens te ontvangen van de houders van de nummerplaat die een parkeerbelasting, -retributie of parkeergeld verschuldigd is.

De voorwaarden samengevat :

- Het Comité een geschreven en ondertekende verklaring bezorgen¹⁴ waarin wordt ingestemd met de voorwaarden in voorliggende beraadslaging, met name:
 - o De eerbiediging van het finaliteitsbeginsel, nl. om de verkregen gegevens slechts te gebruiken voor de inning van een parkeerbelasting, -retributie of parkeergeld en de gegevens niet te gebruiken voor het beheer van een privéparking (punten 21 tot 24);
 - o De persoonsgegevens enkel te verwerken indien dit noodzakelijk is en de mogelijkheid onderzoeken om een systeem te installeren waardoor de niet-betaling kan worden verhinderd (bijvoorbeeld slagbomen) (punt 26).
 - o Van de DIV enkel de naam, voornaam, en adres van de nummerplaathouder te verkrijgen (punt 27);
 - o De gegevens te wissen zodra ze niet meer nodig zijn en in ieder geval niet langer te bewaren zodra de verschuldigde som werd ontvangen (punten 36-37);
 - o De gebruikers duidelijk te informeren (punt 41);

¹³ De DIV moet zich ervan kunnen vergewissen dat de verstrekte gegevens daadwerkelijk werden verstrekt aan een persoon die behoort tot een organisatie die door het Comité werd gemachtigd.

¹⁴ Een modelverklaring is op aanvraag beschikbaar bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer: commission@privacycommission.be

- o De gegevens mogen enkel intern worden verwerkt door personen die deze gegevens voor de uitoefening van hun functie nodig hebben; de categorieën personen aanduiden die toegang hebben tot de gegevens samen met een beschrijving van hun functie en deze lijst met categorieën van personen ter beschikking houden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (punten 43 en 30);
 - o De vertrouwelijkheid van de gegevens bewaren (met name door enkel een toegang tot de gegevens toe te staan van personen die zich hebben verbonden aan een wettelijke, statutaire of contractuele vertrouwelijkheidsverplichting) en de gegevens niet aan derden mee te delen (behalve indien de mededeling noodzakelijk is in het kader van een eventuele gerechtelijke vervolging) (punten 45 en 30 in fine);
 - o Technische en organisatorische veiligheidsmaatregelen treffen (punten 46 tot 49);
 - o Het Comité ervan verwittigen dat de voorheen machtigingsgerechtigde niet langer belast is met de inning van parkeergeld (punt 34);
 - o Iedere machtigingsgerechtigde zou eveneens de mogelijkheid moeten accepteren dat de bevoegde diensten controles en inspecties doorvoeren (politie, justitie en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer), en zich voegen naar mogelijke aanbevelingen of naar de intrekking van de machtiging (punt 35);
- Het Comité een ingevuld evaluatieformulier bezorgen met de getroffen veiligheidsmaatregelen¹⁵;
 - De andere entiteiten dan de gemeenten moeten als bijlage het bewijs meesturen dat aantoonst dat zij gerechtigd zijn om parkeerbelasting, -retributie of parkeergeld te innen (concessiecontract,...).

Voor de Administrateur m.v.,

(get.) Patrick Van Wouwe

De Voorzitter,

(get.) Willem Debeuckelaere

Voor eensluidend verklaard afschrift:

Patrick Van Wouwe,
Afdelingshoofd O&RM 08.10.2009

¹⁵ Beschikbaar op http://www.privacycommission.be/nl/static/pdf/fo-af/evaluatieformulier_fo.pdf